



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

## **Relations internationales, tourismes, parcs d'activité - Commune de Saint Jean de Védas - ZAC Marcel Dassault 2ème extension - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de concéder à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'aménagement du parc d'activité Marcel Dassault 2<sup>ème</sup> extension, situé dans le prolongement de la Lauze et du parc Marcel Dassault sur la Commune de Saint Jean de Védas.

Cette ZAC de 21 hectares, créée le 16 novembre 2007, a connu des retards, liés principalement dans un premier temps, aux incertitudes sur les tracés de l'autoroute A709 et de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP).

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de l'opération pour l'exercice 2018 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Des études complémentaires ont permis de prendre en considération les contraintes (réseaux existants avec une canalisation de transport de gaz et des lignes à haute tension, nécessaire gestion des eaux pluviales), la nouvelle connexion sur l'A709 (giratoire nouvellement créé par Autoroute Sud de France (ASF)), ainsi que la richesse écologique du milieu. Plusieurs scénarios d'aménagement ont été étudiés, une démarche « *ERC* » (Eviter, Réduire, Compenser) a été engagée vis-à-vis des espèces faunistiques et floristiques identifiées. Au final, près de la moitié du périmètre de la ZAC sera préservée de toute urbanisation. Au regard des impacts résiduels, des mesures compensatoires seront mises en œuvre sur des terrains de nature similaire à ceux impactés avec pour objectif d'accroître la richesse écologique des milieux (environ 33 hectares de foncier de compensation recherchés). L'ensemble de la démarche « *ERC* » fera l'objet d'un dossier de demande de dérogation pour la destruction d'espèces protégées (communément appelé « *dossier CNPN* ») dont le dépôt est envisagé fin 2019-début 2020.

Toutes ces contraintes et la réduction du périmètre à urbaniser, ont conduit à optimiser le schéma de viabilisation et à modifier le découpage des lots. Ainsi, à ce jour, la réalisation d'un nombre limité de lots est envisagée avec des surfaces relativement importantes (supérieures à 3 000 m<sup>2</sup>) propice à l'accueil d'activités de logistique.

Un porté à connaissance du dossier loi sur l'eau sera déposé afin de prendre en compte la réduction de l'urbanisation et l'évolution du schéma d'aménagement ainsi que les nouvelles prescriptions des services de l'Etat en matière de compensation hydraulique. Les travaux et la commercialisation interviendront une fois les autorisations administratives, « *dossier CNPN* » et « *loi eau* », obtenues.

Le foncier de la ZAC est maîtrisé à hauteur de 85 % par l'aménageur. Les négociations amiables menées par la Métropole auprès des propriétaires des dernières parcelles n'ayant pu aboutir (26 660 m<sup>2</sup>, propriétés de la SCI La Colombe), le lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) par la SERM est envisagé, objet de l'avenant n°8.

Au cours de l'année 2018, 56 000 € ont été dépensés, correspondant essentiellement à la rémunération du concessionnaire et à des dépenses de géomètre. Aucune recette, n'a été enregistrée pour l'année 2018. Un fonds de concours de 350 000 € financera une partie de la future voie de liaison entre le secteur d'activités et le récent giratoire de l'autoroute A709. Cette liaison améliorera considérablement la desserte du secteur et sa visibilité. Un second fonds de concours de 364 000 € est destiné au financement du foncier déjà acquis par la

Métropole et nécessaire à la compensation environnementale.

Le bilan financier actualisé de l'opération est maintenu à 10 209 000 € HT en recettes et en dépenses, avec une participation de Montpellier Méditerranée Métropole maintenue à 3 410 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2<sup>ème</sup> extension transmis par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2<sup>ème</sup> extension transmis par la SERM pour l'exercice 2018 ;
- approuver l'avenant n°8 permettant de confier à l'aménageur l'acquisition des dernières parcelles n'ayant pu être acquises à l'amiable par la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Jérémie MALEK, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105989-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- rapport
- bilan financier
- avenant 8

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.